

AVANT-PROPOS

Conséquence d'un enseignement de l'Histoire qui, en l'absence générale de manuels, ne s'articule plus autour de dates précises mais découpe le passé en grands thèmes, effet indirect d'une culture en mosaïque diffusée par la télévision, on situe de plus en plus mal ce que l'on étudie, lit dans la presse ou voit sur le petit écran. Nombreux sont ceux qui s'en plaignent et souhaitent disposer de points de repère. Le présent ouvrage tente de leur en offrir pour ce qui concerne l'histoire de la Belgique de 1830 à nos jours.

La chronologie est soulignée en marge du texte consacré à l'enchaînement et à la signification des événements. En face, sous la reproduction de documents iconographiques, se trouvent placées des notices biographiques permettant de mieux situer les personnages qui ont joué un rôle ou exercé une influence dans le pays. Certains ne sont pas cités dans le texte mais ont été choisis pour l'éclairer et, en quelque sorte, le compléter.

Pour des raisons évidentes, nous n'avons pas retenus les membres de notre dynastie, parce qu'ils sont suffisamment connus des lecteurs, ni les hommes politiques contemporains quand leur carrière se poursuit sous nos yeux.

Pour la rédaction de ces brèves notices, nous avons puisé l'essentiel des données dans la *Biographie nationale* et la *Nouvelle*

Biographie nationale, dans le *Nationaal biografisch woordenboek*, la *Biographie des Belges d'outre-mer* ainsi que dans le *Nouveau Dictionnaire des Belges*, qui reprend les notices rédigées par Jacques Willequet et nous-même pour la première édition. Ont également été consultés le *Dictionnaire des patrons de Belgique*, dir. Ginette Kurgan-Van Hentenrijk, Serge Jaumain et Valérie Monten ; *Nos Premiers Ministres* de Jean Bartelous ; *Le Parlement belge de 1631 à 1894*, dir. Jean-Luc De Paepe et Charles Raisdorf ; *Le Parlement belge 1894-1972* de Paul Van Molle.

Dans certains cas, nous avons consulté les ouvrages biographiques ou les mémoires sur le sujet. Quant aux pages réservées aux écrivains, elles doivent quasi tout au livre dirigé par Christian Berg et Pierre Halen, *Littérature belge de langue française. Histoire et perspectives (1830-2000)*.

INTRODUCTION

Au congrès de Vienne qui, sous la houlette de Metternich, réglait le sort de l'Europe post-napoléonienne, la Belgique n'eut jamais le droit de faire entendre sa voix. Le 13 février 1815, par le traité des XXXVIII articles, les Puissances de la Sainte-Alliance amalgamèrent en un royaume unitaire les anciens Pays-Bas autrichiens, la principauté de Liège et les Provinces-Unies, avec pour monarque le fils du dernier *stadhouder* de la maison d'Orange, Guillaume I^{er}. L'Angleterre l'avait exigé parce qu'elle jugeait vital pour sa sécurité la mise en place d'une barrière contre d'éventuelles menées expansionnistes de la France. Cette union imposée pouvait donner l'illusion d'une reconstruction tardive et élargie des Dix-Sept Provinces de Charles Quint. L'illusion seulement. L'Histoire avait forgé des identités et des sentiments nationaux différents. En deux siècles, le Nord et le Sud n'avaient cessé d'accroître leurs divergences. Le calvinisme était devenu la religion principale des Hollandais, tandis que les Belges étaient restés catholiques ; les mœurs et les mentalités avaient évolué selon des critères idéologiques différents. Les humiliations de la fermeture des bouches de l'Escaut, l'acharnement à défendre des intérêts commerciaux devenus contradictoires, les guerres du siècle des malheurs avaient opposé les tempéraments au point de les rendre hargneusement rivaux. Sur le



Les plénipotentiaires des Puissances au Congrès de Vienne.

plan linguistique, la fusion des deux pays assurait la prépondérance du néerlandais alors qu'en Belgique toute la noblesse et toute la bourgeoisie — même en Flandre — s'exprimaient en français.

Par contre, l'amalgame ne manquait pas de cohérence sur le plan économique. La Belgique avait une agriculture avancée, des richesses minières considérables et une main-d'œuvre de qualité, la Hollande, elle, possédait une marine nombreuse, des colonies appelées à un grand avenir et des relations commerciales solidement établies.

Homme d'affaires avisé, sincèrement désireux de favoriser l'économie des provinces méridionales, le roi Guillaume I^{er} y fit



réaliser de grands travaux d'infrastructure : creusement de canaux, construction de 800 kms de routes, développement du port d'Anvers. Il créa à Bruxelles la « Société générale des Pays-Bas pour favoriser l'industrie nationale ». Celle-ci et davantage encore un Fonds de l'Industrie encouragèrent efficacement la progression dans les secteurs textile et verrier, pendant que la collaboration entre l'État et les Cockerill permettait la mise en œuvre de la technique des hauts fourneaux à coke, la fabrication de bateaux à vapeur et de machines à vapeur en général.

Mais en pratiquant une politique anticléricale assez proche de celle qui avait fait chuter le pouvoir de Joseph II dans les Pays-Bas

autrichiens, Guillaume de Hollande se mit à dos les catholiques qu'il heurtait, par surcroît, en imposant un contrôle de l'État sur l'enseignement. De son côté, la jeune bourgeoisie libérale, souvent formée dans les toutes nouvelles universités de Liège et de Gand, revendiquait l'élection directe des parlementaires, la responsabilité ministérielle et la liberté de la presse.

L'esprit partisan du roi des Pays-Bas qui réservait aux Hollandais la majorité des postes de commande de l'État, de l'administration et de l'armée, ne laissait aux jeunes intellectuels belges que deux débouchés : le barreau et le journalisme. Ils s'y jetèrent avec la fougue de leur âge, passionnés par le spectacle qu'offrait le monde puissamment travaillé par les ferments du libéralisme et du nationalisme. Dans le *Mathieu Laensberg* de Liège, fondé par Paul Devaux, Charles Rogier et Joseph Lebeau, les libéraux combattaient les abus du pouvoir et s'efforçaient de former un esprit public. À peu près en même temps, Sylvain Van de Weyer, Jean-Baptiste Nothomb, Édouard Ducpétiaux et Louis de Potter apportaient un sang nouveau au *Courrier des Pays-Bas* de Bruxelles et donnèrent une orientation plus hardie à la vieille gazette libérale. Dans les Journaux catholiques — *Le Spectateur belge*, *Le Catholique des Pays-Bas*, *Le Courrier de la Meuse* — Constantin de Gerlache, Félix de Merode, l'abbé de Haerne et autres Bartels réclamaient la liberté en tout et pour tous.

En se lisant et commentant réciproquement, journalistes libéraux et catholiques se sentirent de plus en plus proches. En 1828, l'union des opposants était conclue ; il ne lui manquait que le sceau final. Le gouvernement l'apposa en envoyant Louis de Potter dans la prison des Petits Carmes où se trouvait déjà Ducpétiaux accusé d'avoir critiqué le régime pénitentiaire !

La vigueur de la presse unioniste donna aux députés belges des États généraux, jusqu'alors assez effacés, une « espèce de fièvre du bien public ». Désormais l'assemblée ne se répartit plus en catholiques et en libéraux et calvinistes, mais en Belges et en Hollandais. En même temps que circulaient des pétitions en faveur de la liberté de la presse et de la fin du pouvoir personnel, les débats âpres et véhéments aux États généraux révélèrent le caractère inévitable du divorce. Aux premiers jours du printemps 1830, les diplomates habitués à flairer les catastrophes ne se faisaient plus aucune illusion sur l'avenir de l'amalgame...